



Conseil économique et social

Distr. générale
2 mai 2008
Français
Original : anglais

Session de fond de 2008

New York, 30 juin-25 juillet 2008

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Amérique latine et Caraïbes : situation et perspectives économiques, 2007-2008

Résumé

La situation économique favorable et la forte croissance enregistrées dans la quasi-totalité de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis 2003 se sont poursuivies en 2007. La région a néanmoins fait face à une aggravation de la situation financière externe en raison de la forte instabilité des marchés financiers internationaux et de l'incertitude croissante découlant toutes les deux, pour une grande part, de la crise des marchés financiers aux États-Unis d'Amérique. Cela n'a, toutefois, pas empêché les économies des pays de la région de continuer d'enregistrer une croissance soutenue grâce à une forte demande intérieure alimentée par la consommation privée et la formation brute de capital. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a ainsi enregistré un taux de croissance de 5,7 % en 2007 et donc un taux supérieur à 4,5 % pour la quatrième année consécutive.

La région a continué de ressentir les effets d'une forte demande extérieure et des prix élevés de ses principaux produits d'exportation. Sur le plan régional, le volume des exportations de biens et services a augmenté de 5,3 % et les termes de l'échange de 2,4 %. Combinées à un accroissement des fonds envoyés de l'étranger par les travailleurs émigrés, ces augmentations ont gonflé en 2007 le revenu national disponible, tout comme en 2006 et 2005, le portant à un taux (6,5 %) largement supérieur à la croissance du produit intérieur brut (PIB).

En 2008, la croissance devrait ralentir légèrement et le PIB s'établira probablement à environ 4,7 %. Si ces projections se confirment, le produit par habitant de la région aura affiché une croissance cumulative de 22,5 % au cours de la période 2003-2008, soit une moyenne de 3,4 % par an.

* E/2008/100.



I. Introduction

1. En 2007, l'économie de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a affiché une croissance de 5,7 %, soit une augmentation de 4,3 % du produit intérieur brut (PIB) par habitant (voir tableau).

Tableau

Taux de croissance du PIB

(En pourcentage, dollars constants de 2000)

<i>Pays</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>
Argentine	9,2	8,5	8,7
Bolivie	4,0	4,6	4,6
Brésil	2,9	3,7	5,4
Chili	5,7	4,0	5,1
Colombie	4,7	6,8	7,5
Costa Rica	5,9	8,2	6,8
Cuba ^a	11,8	12,5	7,5
Équateur	6,0	3,9	2,7
El Salvador	3,1	4,2	4,7
Guatemala	3,5	4,9	5,7
Haïti	1,8	2,3	3,2
Honduras	4,1	6,0	6,3
Mexique	2,8	4,8	3,3
Nicaragua	4,3	3,7	3,8
Panama	7,2	8,7	11,2
Paraguay	2,9	4,2	6,0
Pérou	6,7	7,6	9,0
République dominicaine	9,3	10,7	8,5
Uruguay	6,6	7,0	7,4
Venezuela (République bolivarienne du)	10,3	10,3	8,4
Total partiel Amérique latine^b	4,6	5,5	5,7
Total partiel Caraïbes	4,7	6,9	3,9
Amérique latine et Caraïbes^b	4,6	5,6	5,7

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base des chiffres officiels.

^a Données fournies par le Bureau national des statistiques de Cuba.

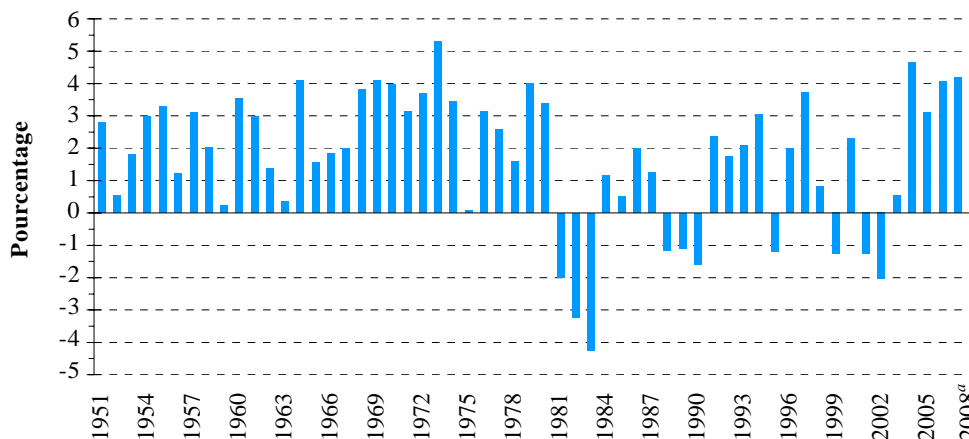
^b Non compris Cuba.

2. Ainsi, 2007 a marqué la cinquième année consécutive de croissance et la quatrième à un taux de plus de 4 %. La dernière période de croissance soutenue du PIB par habitant de plus de 3 % par an remonte à 40 ans, entre la fin des années 60 et le premier choc pétrolier du début des années 70, période au cours de laquelle

l'économie de la région avait affiché des taux comparables pendant sept années consécutives (voir fig. I).

Figure I
Amérique latine et Caraïbes : produit intérieur brut par habitant

(Taux de croissance annuelle)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Projection.

3. En 2008, la croissance devrait ralentir légèrement et celle du PIB régional s'établira probablement à environ 4,7 %. Si ces projections se confirment, le PIB par habitant de la région aura affiché une croissance cumulative de 22,5 % au cours de la période 2003-2008, soit une moyenne de 3,4 % par an.

4. L'économie mondiale a enregistré ces dernières années des taux de croissance exceptionnels, soit plus de 3 % par an pour la quatrième année consécutive. Les résultats obtenus par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont donc pas un fait isolé et s'inscrivent dans un contexte de croissance généralisée. À cet égard, il importe de noter que, pour élevés soient-ils par rapport aux chiffres enregistrés par le passé, les taux de croissance de la région ne le sont pas particulièrement si on les compare à ceux obtenus dans d'autres pays en développement.

5. En 2007, on a continué d'observer nombre des caractéristiques de la phase actuelle de croissance économique. Il s'agit notamment d'un excédent, cette année encore, des comptes courants (quoique les chiffres soient considérablement plus faibles par rapport à ceux de 2006), d'une amélioration (quoique moins marquée) des termes de l'échange, d'un solde primaire toujours positif des comptes budgétaires, d'une baisse du chômage, d'une augmentation des réserves internationales et d'une diminution de la dette extérieure en pourcentage du PIB. Toutefois, des modifications des tendances de ces dernières années ont été constatées, lesquelles ne manquent pas de poser des problèmes en ce qui concerne les orientations politiques. Il s'agit notamment d'une plus forte augmentation des dépenses publiques, ce qui représente un recul par rapport à la situation d'équilibre budgétaire ayant prévalu dans l'ensemble de la région en 2006; de la baisse du rythme soutenu des exportations de biens, dont le volume a, pour la première fois

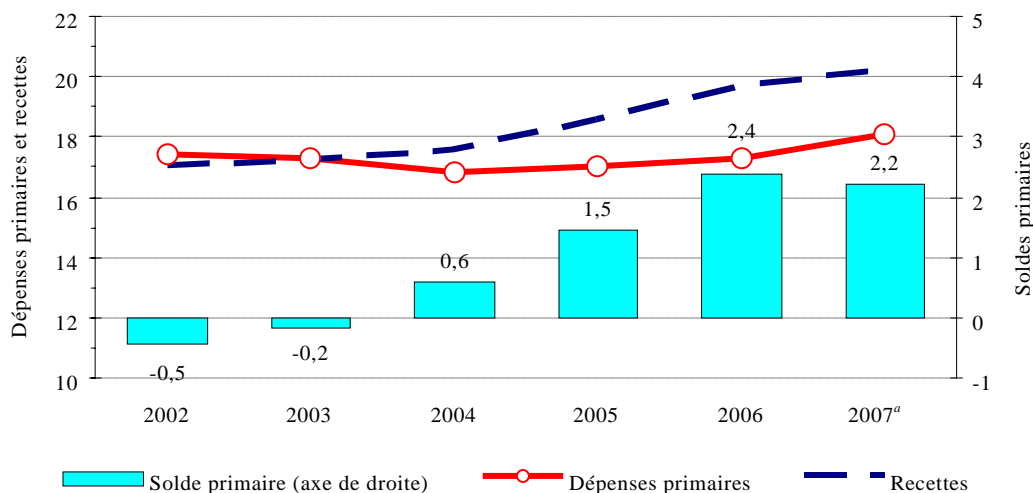
depuis plusieurs années, affiché une croissance inférieure à celle du PIB; une montée de l'inflation qui a interrompu la tendance à la baisse enregistrée au cours des quatre dernières années; et une augmentation du risque souverain des pays de la région sur fond de turbulence des marchés financiers qui a commencé en mai 2007.

II. Politique économique

6. Certaines des caractéristiques de 2007 étaient plutôt différentes de celles observées au cours de la période 2002-2006, qui était caractérisée par un accroissement de l'excédent primaire, une baisse du déficit global et une diminution constante de la dette publique. Cette amélioration des soldes budgétaires s'expliquait essentiellement par le fait que les recettes augmentaient plus rapidement que les dépenses publiques. Si les pays ont, une fois de plus, enregistré un large excédent primaire (voir fig. II), celui-ci était plus faible qu'en 2006, en raison d'une croissance plus modérée des recettes, qui ont augmenté de 0,4 point de PIB, et d'une accélération de la croissance des dépenses publiques, qui ont, pour leur part, augmenté de 0,7 point de PIB.

Figure II
Amérique latine et Caraïbes : recettes, dépenses primaires
et soldes primaires des administrations centrales

(En pourcentage)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

7. Au niveau des administrations centrales des pays de la région, l'exécution du budget s'est soldée par des excédents primaires de 2,2 % en moyenne du PIB (moyenne simple) à la fin de 2007, contre 2,4 % en 2006. En revanche, le solde global, qui comprend le paiement des intérêts sur la dette publique, s'est détérioré, passant de 0,1 % à -0,1% du PIB.

8. Cette moyenne des excédents primaires est une caractéristique commune à presque tous les pays de la région. Sur les 19 pays pour lesquels des données sont disponibles, 16 ont enregistré un excédent primaire en 2007 (seuls Haïti, le Honduras et le Guatemala ont accusé un déficit primaire), contrairement à la situation qui prévalait en 2002, année au cours de laquelle huit pays seulement affichaient un excédent. Malgré ces résultats, le nombre de pays qui ont connu une détérioration de leur solde budgétaire a augmenté. En 2007, 12 des 19 pays analysés ont affiché un déficit plus important ou un excédent plus faible, à l'opposé de la situation en 2006 et 2005, années au cours desquelles la plupart des pays de la région ont enregistré une amélioration de leurs indicateurs. Il ressort également d'une couverture plus complète de quelques pays que le solde primaire du secteur public non financier s'est détérioré, passant en moyenne de 4,1 % à 3,3 % du PIB entre 2006 et 2007.

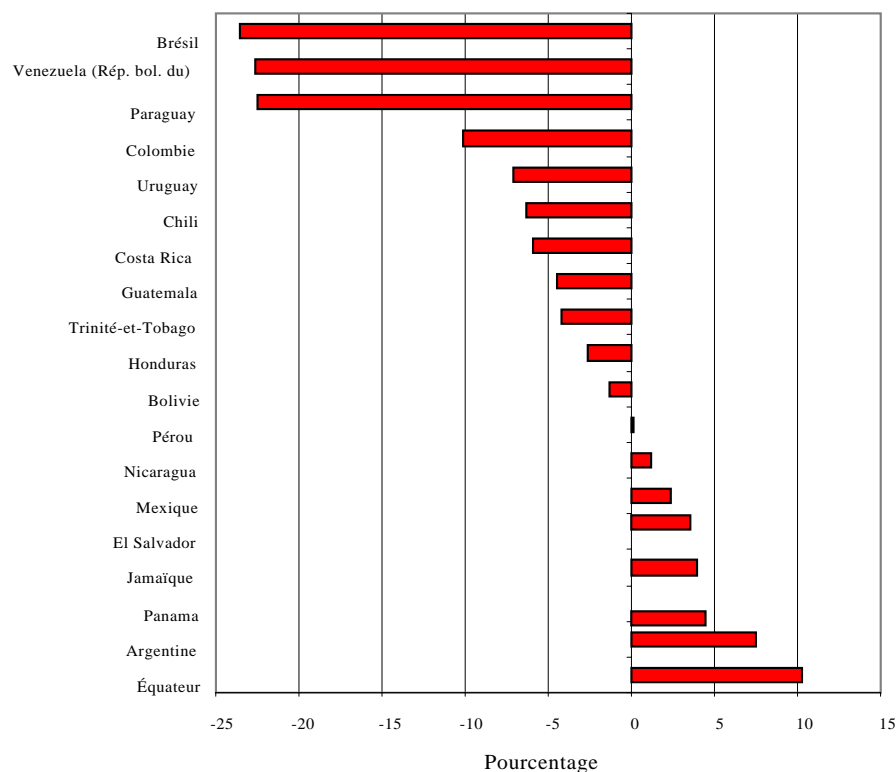
9. Les effets conjugués d'un certain nombre de facteurs expliquent l'augmentation des recettes budgétaires enregistrée dans les pays de la région au cours de ces dernières années : l'accroissement sensible de l'activité économique, dont les incidences sur la perception des impôts ont été loin d'être négligeables; le faible niveau de l'inflation dans la plupart des pays concernés; l'amélioration des mécanismes de perception des impôts; la montée des cours de certains produits de base qui a entraîné un accroissement des recettes budgétaires pour les pays exportateurs.

10. Les gouvernements ont mis en place divers mécanismes budgétaires pour l'affectation de certaines de ces ressources. S'agissant des produits agricoles, l'Argentine a financé certaines de ses dépenses au moyen des ressources provenant des droits d'exportation. Une situation similaire a été constatée dans des pays qui produisent d'énormes quantités de ressources non renouvelables, et dont les gouvernements ont créé des mécanismes pour mobiliser des ressources; c'est notamment le cas de la Bolivie, du Chili et du Venezuela (République bolivarienne).

11. Exprimé en moyenne simple pour les pays de la région, le ratio d'endettement des administrations centrales a chuté, passant de 37,6 % du PIB en 2006 à 31,8 % en 2007. La structure de la dette des pays n'a cessé de s'améliorer sensiblement au cours de ces dernières années, les dettes en devises ayant été réduites et les délais de remboursement de la dette en monnaie locale allongés.

12. En ce qui concerne la politique des taux de change, l'appréciation effective de la monnaie constatée en 2006 s'est poursuivie en 2007, notamment en Amérique du Sud. Le taux de change extrarégional des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (non compris les échanges commerciaux intrarégionaux) s'est apprécié de 2,7 %, des appréciations effectives ayant été enregistrées dans 11 pays au cours de la période. La figure III montre l'évolution des taux de change effectifs depuis 2005 et le processus d'appréciation de ces taux dans la région.

Figure III
Amérique latine et Caraïbes : variation des taux de change effectifs réels
 (Moyenne pour 2007 par rapport à la moyenne pour 1990-1999)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

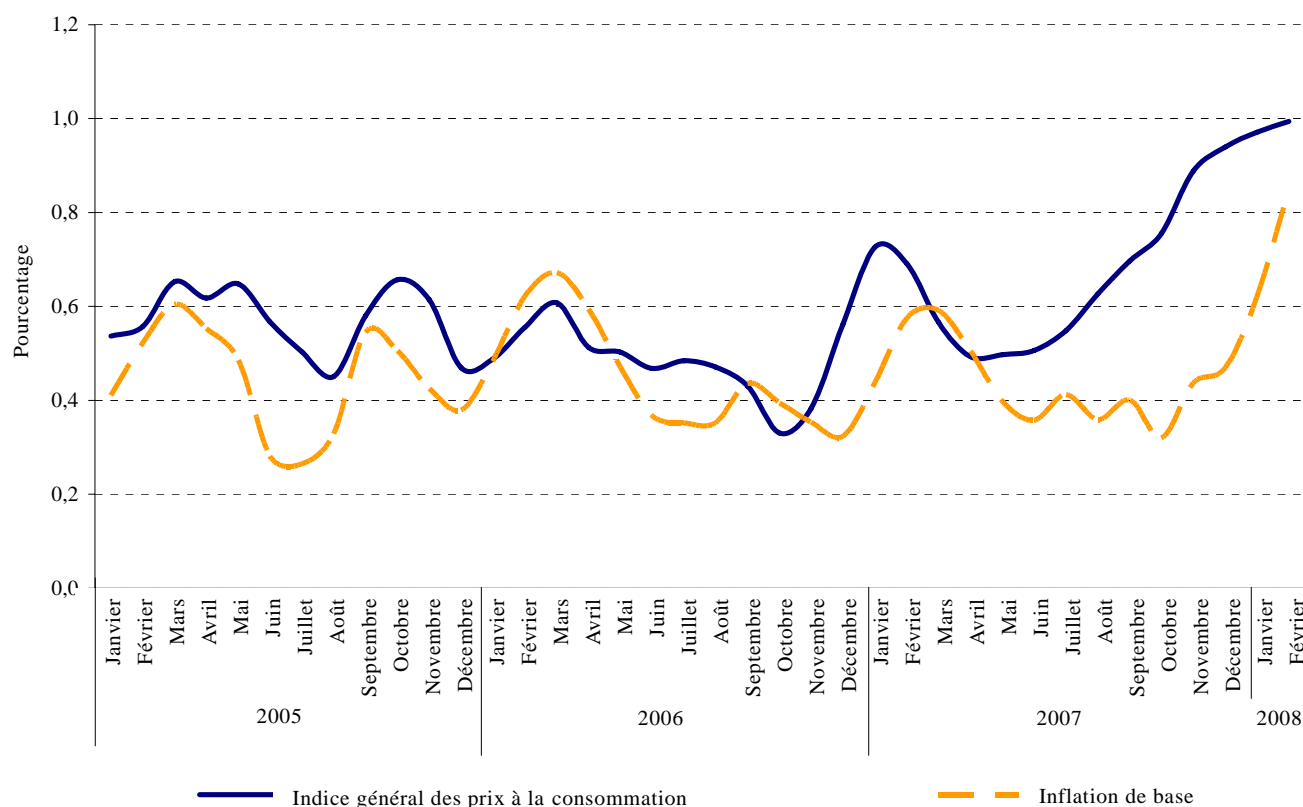
13. Dans l'ensemble, les pays d'Amérique du Sud ont enregistré une appréciation de 4,8 % tandis que ceux d'Amérique centrale, le Mexique et les pays des Caraïbes ont connu une appréciation des taux effectifs extrarégionaux de 0,3 % au cours de la période. L'appréciation monétaire en Amérique du Sud en 2007 est intervenue dans un contexte de flambée des cours des produits de base exportés par la sous-région dont un certain nombre de pays attiraient des flux de capitaux considérables.

14. Si en 2007 l'inflation dans la région était toujours faible par rapport aux niveaux enregistrés dans le passé, les pays qui ont adopté un régime de ciblage de l'inflation (Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Paraguay et Pérou) ou qui ont fixé une fourchette de l'inflation (Costa Rica, Guatemala et Honduras) ont connu une augmentation des prix à la consommation supérieure à la cible fixée par leurs banques centrales respectives. Dans un certain nombre de pays, même l'inflation de base a dépassé la cible fixée. La plupart des banques centrales ont réagi en relevant les taux d'intérêt. La Réserve fédérale des États-Unis ayant abaissé son taux de politique monétaire et les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes augmenté les leurs, l'écart de rendement s'est élargi. Malgré cela, les taux d'intérêt dans la région sont restés faibles comparés aux chiffres enregistrés par le passé, ce qui a contribué à une forte augmentation des prêts bancaires, en particulier les crédits à la consommation, qui ont connu la plus forte augmentation, et des prêts hypothécaires.

15. Le taux d'inflation dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes était de 6,4 % en 2007, ce qui représentait un accroissement par rapport à 2006 (5,0 %). La baisse progressive de cet indicateur enregistrée au niveau régional depuis 2002 a ainsi été interrompue (voir fig. IV). L'accroissement du taux d'inflation s'explique par la flambée des prix de certains biens et services, en particulier des produits alimentaires (notamment céréales, huiles et oléagineux, viande et certaines boissons), des carburants et des services de base. Les problèmes de l'offre ont aggravé la situation dans certains pays. Dans plusieurs pays, l'appréciation de la monnaie a compensé en partie les effets de l'augmentation des prix des produits importés sur les prix intérieurs.

Figure IV
Amérique latine et Caraïbes : variation mensuelle de l'indice des prix à la consommation et de l'inflation de base

(Moyenne mobile trimestrielle non pondérée)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

16. Les tendances de l'inflation et le comportement des taux de change ont posé aux autorités de la région un certain nombre de problèmes de politiques économiques. Tout nouveau relèvement des taux d'intérêt pour faire face aux pressions inflationnistes contribuera à une plus forte appréciation monétaire. Cette analyse se fonde largement sur le niveau élevé des taux d'intérêt réels qui, conjugué

à la bonne cote de crédit des pays de la région, a contribué à accroître les apports de capitaux. Cet état de chose, auquel s'ajoutent les apports massifs de capitaux du fait d'un accroissement des exportations, a entraîné une augmentation des réserves internationales et, partant, des agrégats monétaires, contraignant les banques centrales à redoubler d'efforts pour éponger les liquidités, avec les conséquences qui en découlent pour la politique monétaire. Il dépendra d'un certain nombre de facteurs que le dilemme inflation-appréciation monétaire continue de se poser en 2008, en particulier de la politique monétaire de la Réserve fédérale des États-Unis et de la perception des banques centrales pour ce qui est des causes de la hausse de l'inflation.

III. Performances des pays

17. En 2007, les tendances de la croissance économique des années précédentes se sont poursuivies et l'expansion s'est étendue à tous les pays de la région. Si plusieurs de ces pays ont affiché des taux de croissance plus élevés qu'en 2006, d'autres par contre ont accusé un ralentissement de la croissance. Les pays ci-après ont enregistré des taux de croissance plus élevés : Brésil (5,4 % contre 3,7 % en 2006), Chili (5,1 % contre 4,0 % en 2006), Panama (11,2 % contre 8,7 % en 2006), Paraguay (6,0 % contre 4,0 % en 2006) et le Pérou (9,0 % contre 7,6 % en 2006). Au Mexique, l'activité économique s'est ralentie et le taux de croissance est passé de 4,8 % en 2006 à 3,3 % en 2007. Bien que les taux de croissance de la République dominicaine et du Venezuela (République bolivarienne) aient baissé, ces deux pays restent au nombre de ceux qui connaissent une croissance vigoureuse dans la région. Le Panama et le Pérou avaient enregistré les taux de croissance les plus élevés de la région, suivis de l'Argentine (8,7 %), de la République dominicaine (8,5 %) et du Venezuela (République bolivarienne) (8,4 %). Les pays ayant enregistré les taux les plus faibles étaient le Mexique (3,3 %), Haïti (3,2 %) et l'Équateur (2,7 %). Les pays anglophones et néerlandophones des Caraïbes pris dans leur ensemble ont enregistré en 2007 un taux de croissance de 3,9 %, contre 6,9 % en 2006.

18. Malgré la turbulence et l'instabilité croissantes des marchés internationaux en 2007 et l'incertitude quant à l'évolution de l'économie des États-Unis, les économies des pays de la région ont continué d'enregistrer de bons résultats. Cette expansion économique est intervenue dans le contexte des tendances enregistrées au cours de ces dernières années dans les autres régions, en particulier une croissance généralisée, des niveaux de liquidité élevés et l'accès facile aux marchés des capitaux internationaux pour les économies émergentes. La forte demande extérieure pour les produits de base exportés par la région et les cours internationaux élevés de ces produits se sont soldés par une augmentation considérable des recettes d'exportation, ce qui dans la plupart des pays, s'est traduit par un accroissement des recettes budgétaires. La croissance est intervenue également dans un contexte d'augmentation de la demande dans un certain nombre de pays, alimentée par des niveaux de revenu disponible plus élevés et un retour aux bons résultats obtenus précédemment. Dans un certain nombre de pays, il a fallu attendre jusqu'en 2005 [Panama et Venezuela (République bolivarienne du)] ou 2006 (Argentine, Brésil, République dominicaine et Pérou) pour que la formation brute de capital fixe retrouve les niveaux précédemment atteints.

19. Le volume des biens et services exportés par la région a continué d'augmenter en 2007 (5,3 %), quoique à un rythme plus modéré au cours des trois dernières

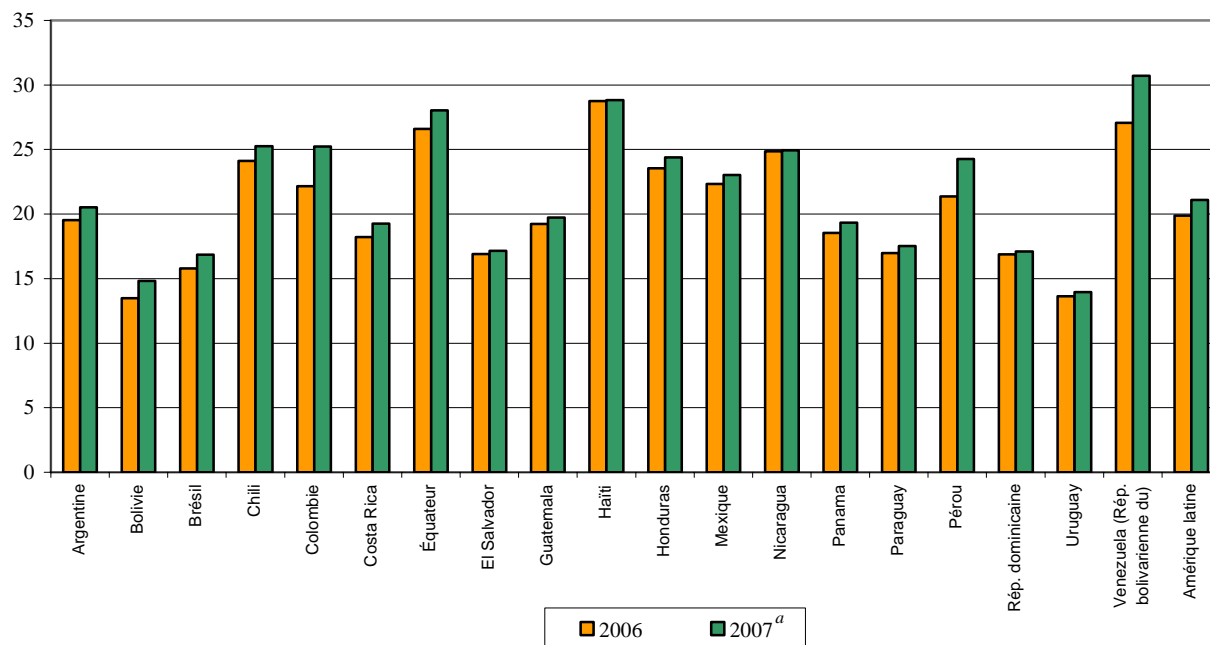
années. Parallèlement, la demande intérieure n'a cessé de croître à des taux élevés (7,7 %) grâce à une augmentation sensible de la consommation privée (6,8 %) alimentée par de meilleurs indicateurs de l'emploi, une croissance modérée des salaires réels, des taux d'intérêt toujours faibles dans un certain nombre de pays, ce qui a favorisé les prêts à la consommation, et l'appréciation monétaire, qui a fait baisser les prix des biens de consommation finale importés.

20. En 2007, le taux d'expansion de la formation brute de capital fixe (12,2 %) était comparable à celui de 2006 (12,9 %), constituant de ce fait l'élément de la demande qui a connu la plus forte augmentation au cours des quatre dernières années; en fait, la formation brute de capital fixe au niveau régional a augmenté au total de 59 % entre 2003 et 2007. Cette augmentation au niveau régional est due essentiellement à la croissance rapide des investissements dans les usines et le matériel, importés pour la plupart, évolution à laquelle ont contribué l'appréciation de la monnaie de la plupart des pays de la région par rapport au dollar des États-Unis et la hausse de la demande intérieure et extérieure. Parallèlement, le secteur du bâtiment s'est légèrement replié.

21. La formation brute de capital fixe, exprimée en pourcentage du PIB et en dollars constants, a poursuivi son évolution à la hausse et s'est chiffrée à 21,1 % en 2007, contre 19,9 % en 2006. Ces chiffres restent nettement en deçà des niveaux atteints au cours des années 70 mais représentent une amélioration sensible par rapport à ceux, relativement faibles, de 2002 (16,8 %) et 2003 (16,4 %). Le total régional est lourdement influencé par les chiffres du Brésil qui, à lui seul, produit environ 30 % de la formation brute de capital fixe et a l'un des ratios d'investissement les plus faibles (16,9 %) avec la Bolivie, El Salvador, le Paraguay, la République dominicaine et l'Uruguay (voir fig. V).

Figure V
Amérique latine : formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB^a

(En dollars constants des États-Unis de 2000)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Estimations.

22. En dollars courants, l'investissement régional a également poursuivi sa tendance à la hausse. Exprimé en pourcentage de PIB, l'investissement brut en capital fixe est passé de 20,2 % en 2006 à 20,7 % en 2007. Comme pour les années précédentes, ces investissements étaient financés entièrement au moyen de l'épargne nationale, l'épargne extérieure dans la région continuant d'être négative. Le taux d'épargne nationale dans la région s'est chiffré à 21,2 % en 2007, contre 21,8 % en 2006, tandis que l'épargne extérieure, toujours négative depuis 2003, est passée de -1,7 % du PIB en 2006 à -0,7 %. La forte hausse de la demande intérieure dans la région a entraîné une augmentation progressive du volume des importations de biens et services (13,4 %). Cet agrégat ayant systématiquement augmenté plus rapidement que le volume des exportations de biens et services depuis 2004, les exportations nettes ont une incidence de plus en plus négative sur la croissance du PIB régional.

23. La croissance de la demande se répercute sur les résultats des divers secteurs d'activité économique. Sur le plan régional, les secteurs les plus dynamiques étaient les transports et les communications, le bâtiment, le commerce, et les services financiers et services aux entreprises. Dans certains pays, une forte amélioration des récoltes de céréales (Argentine, Paraguay) et la production de cultures d'exportation (Costa Rica, Honduras, Panama) ont entraîné une expansion considérable du secteur agricole; dans d'autres pays, les mauvaises conditions météorologiques ont influé sur les performances (Bolivie, Chili). L'industrie minière n'a connu qu'une

croissance très modérée dans l'ensemble de la région, quoique la production chilienne ait augmenté avec la mise en production de nouvelles mines. Le taux de croissance du secteur industriel s'est maintenu au même niveau qu'en 2006, grâce à une augmentation de la demande intérieure et extérieure. Au niveau régional, les résultats du secteur du bâtiment étaient contrastés. Plusieurs pays [Argentine, Colombie, Chili, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du)] ont connu un ralentissement prononcé de ce secteur quoique certains d'entre eux aient encore enregistré un taux de croissance égal ou supérieur à 10 % [Colombie, Costa Rica, Panama, Pérou, République dominicaine et Venezuela (République bolivarienne du)]. Parallèlement, la hausse du crédit intérieur, des transactions financières et de l'activité économique intérieure a entraîné une expansion des services financiers et services aux entreprises. L'élan de l'économie mondiale et la forte croissance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont contribué à une augmentation du nombre des voyages d'affaires et d'agrément. En 2007, les arrivées de touristes étaient en hausse de 10,3 % en Amérique centrale et de 8,1 % en Amérique du Sud mais en baisse de 1 % dans les Caraïbes. La flambée des prix des produits de base et des recettes d'exportation des pays de la région s'est traduite par le fait qu'à l'échelle de la région, les termes de l'échange sont restés favorables en 2007. Bien que les prix de nombreux produits importés – en particulier produits alimentaires et énergie – aient augmenté, ceux des produits manufacturés n'ont augmenté que très légèrement, si bien que le pouvoir d'achat des exportations de la région a continué de croître. Les gains commerciaux découlant de l'amélioration des termes de l'échange se sont chiffrés à 3,7 % du PIB en 2007 (contre 3,1 % en 2006), les principaux bénéficiaires étant les pays d'Amérique du Sud et le Mexique.

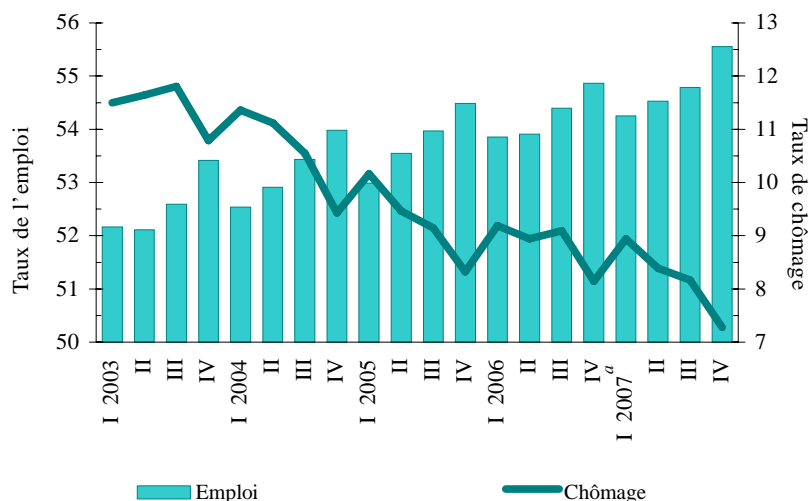
24. Du fait de cette situation, conjuguée à la légère baisse des paiements nets des sommes dues au reste du monde (bien que les chiffres correspondants soient encore élevés) et à une augmentation régulière des transferts courants nets en provenance du reste du monde, le revenu national disponible dans les pays de la région a dépassé le PIB pour la cinquième année consécutive, augmentant de 6,5 % en 2007 contre 7,1 % en 2006. Sur le plan régional toutefois, cet agrégat a augmenté à un rythme plus faible que l'activité économique dans les pays d'Amérique centrale en raison d'une diminution de la croissance des envois de fonds des travailleurs de l'étranger et de l'impact négatif des termes de l'échange.

25. La nécessité de créer suffisamment d'emplois de qualité demeure l'une des principales préoccupations de la région. La création d'emplois est restée élevée en 2007 et le taux d'emploi régional est passé de 54,1 % à 54,6 % de la population en âge de travailler, soit une augmentation d'un demi-point. Si le taux de participation à la vie active n'a guère varié, passant de 59,4 % à 59,5 %, le taux de chômage a néanmoins continué de baisser, puisqu'il est passé de 8,6 % à 8 % (voir fig. VI). Cette baisse du chômage concerne non seulement la région dans son ensemble mais aussi 16 des 18 pays pour lesquels des données étaient disponibles. Au cours des cinq dernières années, le taux du chômage a baissé de trois points de pourcentage, se rapprochant des niveaux du début des années 90. Le nombre des chômeurs des zones urbaines ayant diminué de 800 000 personnes en 2007, ils sont donc au total un peu moins de 17 millions. Ces chiffres traduisent la persistance d'un grave problème de chômage étroitement lié à des niveaux élevés, quoique en baisse, de pauvreté.

26. Les salaires réels n'ont que très peu augmenté dans la plupart des pays, poursuivant la tendance observée au cours de la période actuelle de croissance économique selon laquelle la dynamique du travail se manifeste dans la création d'emplois mais dans une bien moindre mesure dans les salaires.

Figure VI
Amérique latine (9 pays) : taux trimestriels de l'emploi et du chômage

(Moyenne pondérée, en pourcentage)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

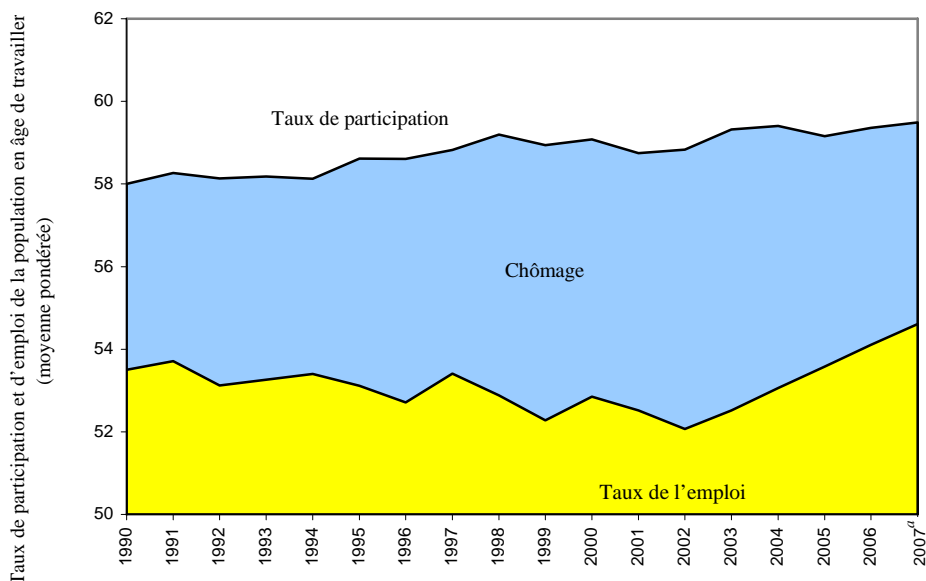
27. L'évolution de la situation de l'offre en matière d'emploi a été irrégulière. Si les taux de participation à la vie active ont augmenté dans un certain nombre de pays, ils ont baissé en Argentine, au Mexique et au Venezuela (République bolivarienne). Dans la plupart des pays qui ont affiché une hausse du taux de participation à la vie active, cette hausse était due à une participation accrue des femmes, alors que celle des hommes a poursuivi son lent déclin, ces derniers restant plus longtemps dans le système éducatif.

28. Contrairement aux chiffres irréguliers concernant la participation à la vie active, le taux d'emploi a augmenté dans presque tous les pays et n'a baissé que dans deux pays, à savoir le Honduras et Trinité-et-Tobago. Au cours des cinq dernières années, le taux d'emploi dans la région a augmenté de 2,5 points de pourcentage, ce qui non seulement a compensé la chute précédente mais représenté aussi une augmentation de 1,5 point de pourcentage par rapport à la moyenne du taux d'emploi de la région au cours des années 90 (voir fig. VII).

29. La caractéristique la plus notable de la hausse de l'emploi au cours de la période de croissance 2003-2007 est que l'accroissement sensible du nombre des emplois est concentré dans l'emploi salarié. Les principales exceptions étaient le Brésil et le Pérou qui ont enregistré une hausse sensible du travail indépendant. Cela ne veut pas dire toutefois que la demande de main-d'œuvre s'était affaiblie dans ces

pays d'autant plus que l'emploi salarié, en particulier dans le secteur structuré, a continué d'être fortement recherché.

Figure VII
Amérique latine et Caraïbes (16 pays) : taux de participation, d'emploi et de chômage, en proportion de la population en âge de travailler



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

30. L'emploi dans son ensemble a affiché une croissance de 2,8 % en 2007 (chiffre similaire à celui de l'année précédente) et les salaires étaient en hausse de 4 %. La forte tendance à la hausse de l'emploi dans le secteur structuré s'est également poursuivie en 2007. Comme les années précédentes, ces taux de croissance élevés portent à croire que la tendance à la hausse ne tient pas uniquement à la création de nouveaux emplois mais en partie à la formalisation d'emplois préexistants. Cette combinaison a stimulé le secteur structuré dont la taille, mesurée par l'indicateur des emplois déclarés ou le nombre des personnes qui contribuent aux systèmes de sécurité sociale, s'est accrue. Au cours des cinq dernières années, l'emploi dans le secteur structuré a affiché une hausse d'environ 17,5 % au Mexique, 25,3 % au Brésil, 31,2 % au Chili, 26,9 % au Pérou, 29,3 % au Costa Rica, 47,6 % au Nicaragua et 49,5 % en Argentine.

31. Les observations qui précèdent ne veulent pas dire toutefois qu'il y a eu une amélioration générale de la qualité de l'emploi. Bien que les indicateurs concernant le volume de l'emploi se soient en général plutôt améliorés, comme c'est souvent le cas lorsqu'on enregistre une baisse du chômage déclaré, les résultats sont plus contrastés lorsqu'on utilise d'autres indicateurs. La précarité croissante des contrats de travail dans le secteur structuré, qui se traduit notamment par la multiplication des contrats à durée déterminée (en Colombie et au Mexique par exemple), constitue un véritable sujet de préoccupation. Les salaires réels dans ce secteur n'ont que très

légèrement augmenté, voire ont affiché une baisse, dans la plupart des pays de la région qui, prise dans son ensemble, a enregistré une croissance des salaires réels de 1,5 % seulement (moyenne pondérée). On a donc vu se poursuivre la tendance de ces dernières années selon laquelle la demande croissante de main-d'œuvre a fortement influé sur la création d'emplois mais a eu un impact bien moindre sur les salaires.

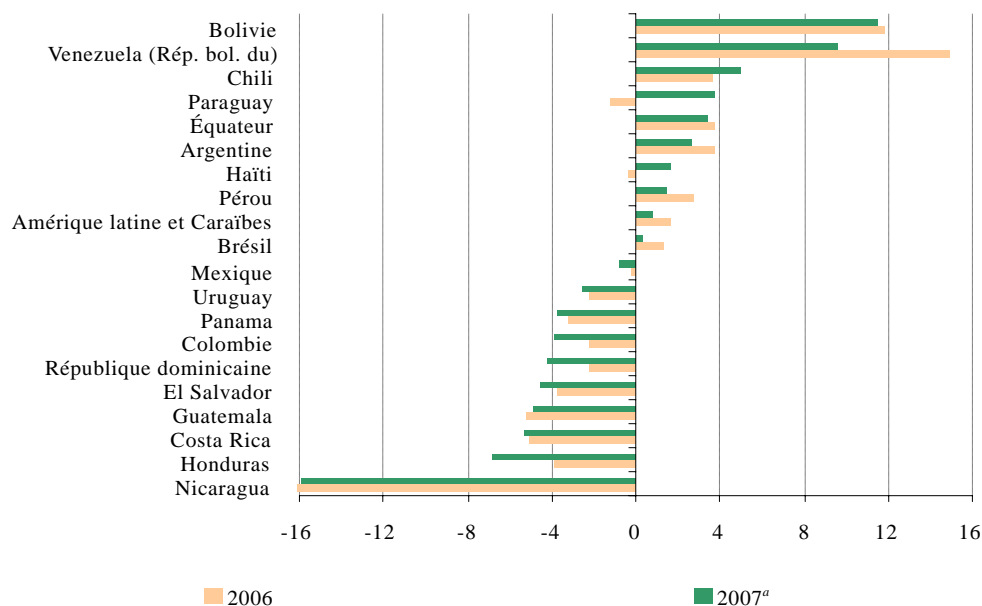
IV. Résultats du secteur extérieur

32. Malgré la turbulence croissante des marchés financiers en 2007 et l'incertitude quant à l'évolution de l'économie des États-Unis, les conditions extérieures sont restées favorables tout au long de l'année pour les pays de la région, grâce à une forte demande internationale pour les produits de base d'exportation et au développement du commerce intrarégional. En 2007, pour la cinquième année consécutive, la région a enregistré un excédent des comptes courants, d'un montant de 24 milliards 410 millions de dollars, soit 0,7 % du PIB. Ce chiffre correspond à la moitié environ de l'excédent de 1,7 % du PIB (48,1 milliards de dollars) enregistré en 2006. Deux tiers des pays de la région ont connu une détérioration de la balance des paiements courants. La réduction des excédents dans la région tenait presque exclusivement à une chute de l'excédent du commerce de marchandises.

Figure VIII

Amérique latine et Caraïbes : balance des paiements courants

(En pourcentage du PIB, dollars constants des États-Unis)



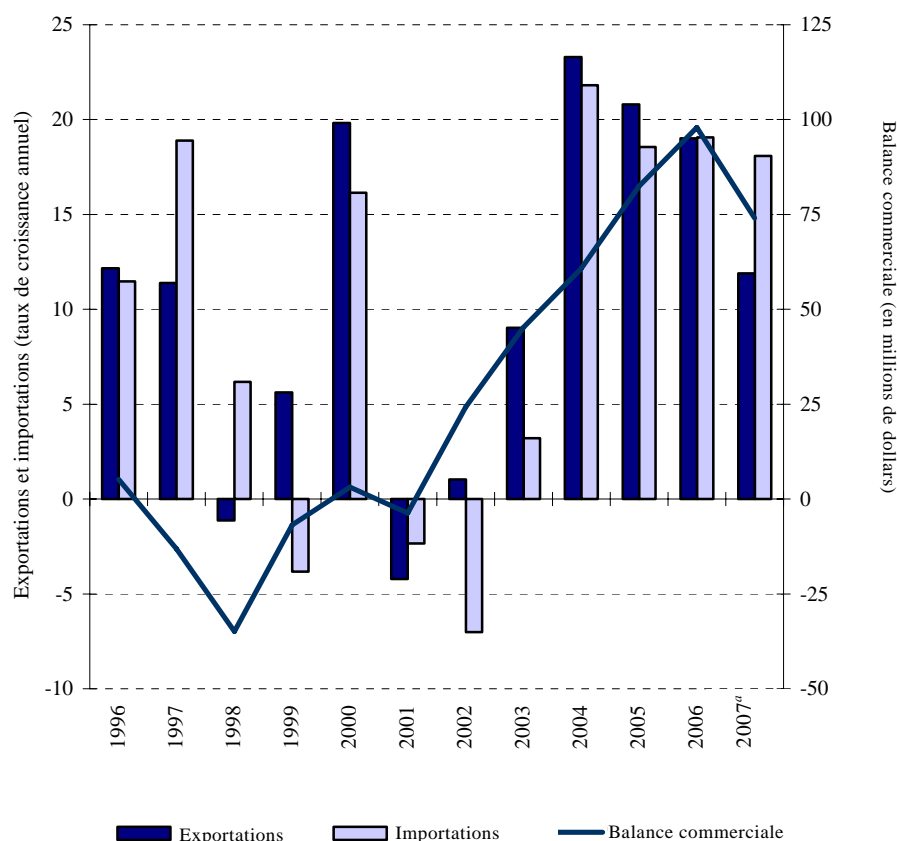
Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

33. En 2007, le total des exportations des pays d'Amérique latine a augmenté de 12,2 % et s'est chiffré à 752 milliards 260 millions de dollars des États-Unis. Toutefois, les importations ont augmenté plus rapidement, à un taux de 18,2 %, et ont atteint 677 milliards de dollars. Bien que la région ait enregistré une balance du commerce de marchandises positive pour la sixième année consécutive, équivalant cette fois à 2,2 % du PIB, la tendance à la hausse qui avait été constatée depuis 2002 s'est inversée en 2007 (voir fig. IX). La croissance des exportations de marchandises tenait autant à l'augmentation des prix (6,3 %) qu'à l'augmentation des volumes exportés (5,3 %). La hausse des prix des exportations de la région s'expliquait dans une grande mesure par l'appréciation des prix des produits de base, qui ont poursuivi leur ascension tout au long de 2007. Bien que le volume des exportations ait augmenté dans la région prise dans son ensemble, il a baissé dans certains pays producteurs de pétrole [Équateur, Mexique et Venezuela (République bolivarienne du)]. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses sont le Paraguay (26,7 %, grâce aux ventes élevées de soja), le Panama (13,6 %), le Guatemala (9,6 %) et le Costa Rica (9,3 %). L'Argentine (8,3 %) et le Brésil (7,8 %) ont également élargi le volume de leurs exportations, grâce au dynamisme de la production manufacturière et des produits primaires.

34. Quant aux exportations de marchandises, la hausse tenait pour l'essentiel à un accroissement des volumes, de 13,5 % pour la région dans son ensemble et plus de 20 % dans cinq pays : Brésil et Pérou (26 % chacun), Venezuela (République bolivarienne du) (25 %) et Argentine et Colombie (22 % chacune). Si ces tendances se poursuivent, l'excédent commercial pourrait bien s'inverser dans les toutes prochaines années.

Figure IX
Amérique latine et Caraïbes : commerce extérieur, 1996-2007



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

^a Chiffres préliminaires.

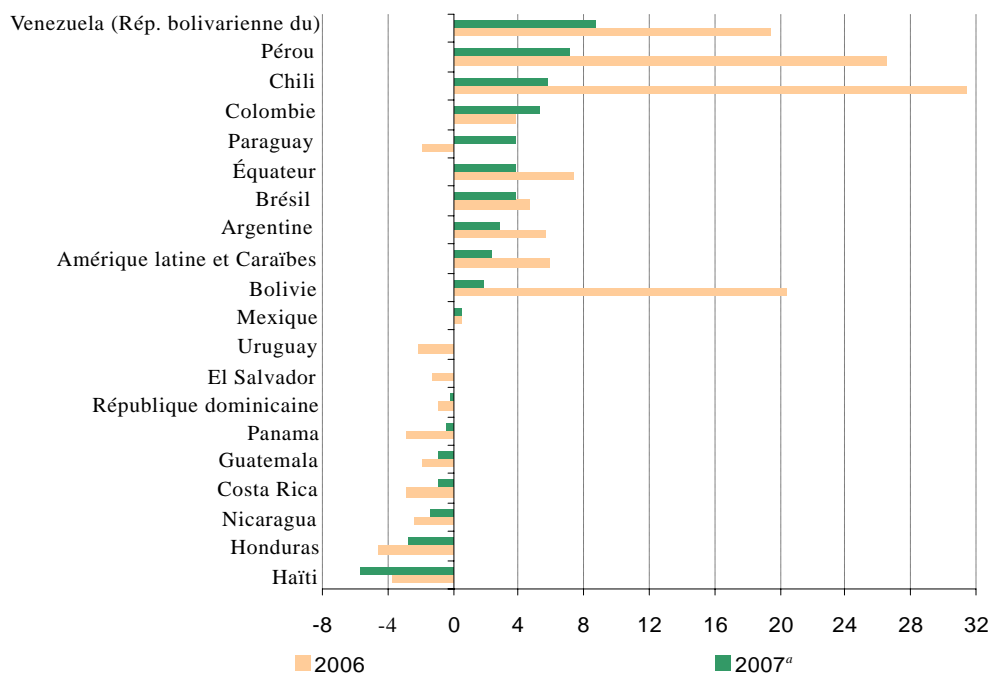
35. Pour la région dans son ensemble, le déficit courant des services a atteint 24,8 milliards de dollars (-0,7 % du PIB). Cela tient essentiellement au déficit du transport (seuls le Panama et le Chili sont de grands exportateurs de services de transport). Les autres services aux entreprises ont également affiché des déficits, en particulier au Brésil. Toutefois, des pays tels que l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay ont commencé à enregistrer des résultats appréciables en ce qui concerne les exportations de services de logiciels informatiques et certains services aux entreprises (même si ce n'est pas à l'échelle de pays tels que l'Inde).

36. Les termes de l'échange pour l'Amérique latine et les Caraïbes étaient en hausse pour la sixième année consécutive. De 2003 à 2007, l'indicateur a augmenté de 19 %. Toutefois, des changements sont en cours en ce qui concerne les facteurs qui ont déterminé l'évolution des termes de l'échange au niveau régional (voir figure X). En 2006, ceux-ci ont connu une amélioration de 5,9 % mais les chiffres sont tombés à 2,4 % en 2007. Néanmoins, des pays tels que le Chili, le Pérou et le Venezuela (République bolivarienne) ont obtenu des résultats positifs dans ce domaine grâce à la hausse des prix de leurs principaux produits d'exportation.

D'une manière générale, les termes de l'échange des pays d'Amérique centrale continuent d'être nettement moins favorables.

Figure X
**Amérique latine et Caraïbes : variation des termes
 de l'échange de marchandises**

f.o.b (en pourcentage)



Source: CEPALC, d'après les chiffres officiels.

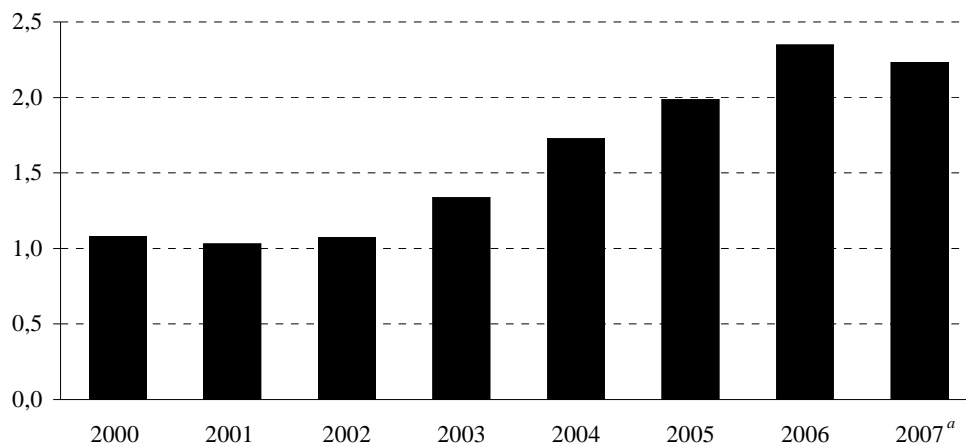
^a Chiffres préliminaires.

37. Les transferts courants, principalement sous forme d'envois de fonds des travailleurs émigrés, ont été modérément affectés par le ralentissement de l'économie aux États-Unis. En fait, le solde des transferts a augmenté de 5 % en 2007 (contre près de 20 % en 2006) et se chiffre actuellement à environ 62,5 milliards de dollars.

38. La balance des revenus était très similaire à celle de l'année précédente et s'est chiffrée à 88 milliards de dollars. Comme le montre la figure XI ci-dessous, les bénéfices et les dividendes rapatriés ont considérablement augmenté ces dernières années (voir fig. XI). Les plus touchés par ce phénomène sont le Costa Rica, le Chili (principalement les profits des compagnies minières étrangères) et le Brésil [principalement les rendements des placements financiers à court terme sur le marché obligataire, qui ont bénéficié des taux d'intérêt élevés qui étaient alors pratiqués dans ces pays (stratégie de portage dite « carry trade »)].

Figure XI
Amérique latine et Caraïbes : rapatriement des bénéfiques

(En pourcentage du PIB, dollars courants des États-Unis)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

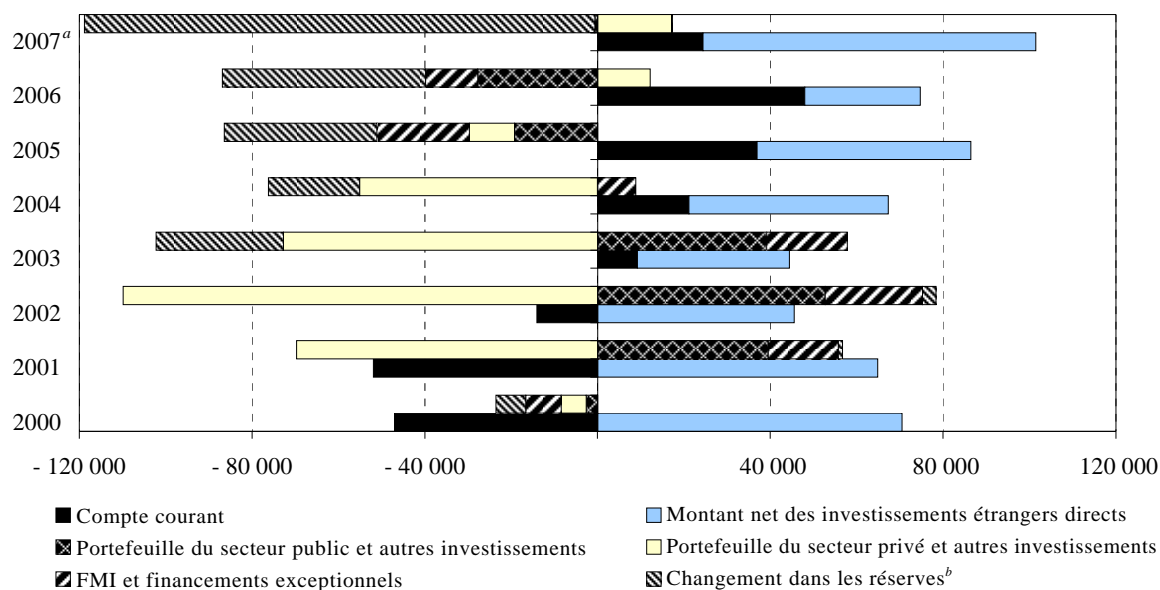
^a Chiffres préliminaires.

39. En 2007, le compte des capitaux et le compte financier de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (y compris les erreurs et les omissions) ont affiché un excédent extraordinaire de 2,8 % du PIB régional. Cet excédent tenait à une forte hausse des investissements étrangers nets, qui ont atteint un montant équivalant à 2,3 % du PIB, et à des entrées nettes considérables de capitaux équivalant à 0,5 % du PIB. Les effets conjugués de ces apports de capitaux et des excédents du compte courant ont entraîné une accumulation des réserves de la région équivalant à 3,5 % du PIB. Les entrées les plus massives de capitaux dans la région étaient principalement les montants élevés d'investissements étrangers directs, qui se sont chiffrés à 95 milliards de dollars, un record pour la région. Ces apports de capitaux étrangers ont été accompagnés d'une chute brutale des investissements directs des pays concernés en dehors de la région par rapport à 2006 (voir fig. XII).

40. Le montant net des investissements étrangers directs a considérablement augmenté dans un certain nombre de pays. La Colombie, le Costa Rica, l'Équateur et le Mexique ont enregistré des hausses de plus de 20 % et le Chili, El Salvador, le Guatemala et le Pérou des hausses de plus de 50 %. Toutefois, les chiffres les plus élevés en terme absolu dans ce domaine ont été enregistrés par le Brésil, où ils ont atteint le montant record de près de 35 milliards de dollars.

Figure XII
**Amérique latine et Caraïbes : sources et utilisation
 de la balance des paiements**

(En millions de dollars des États-Unis)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels, et Fonds monétaire international.

^a Chiffres préliminaires.

^b Les valeurs négatives indiquent un accroissement des réserves.

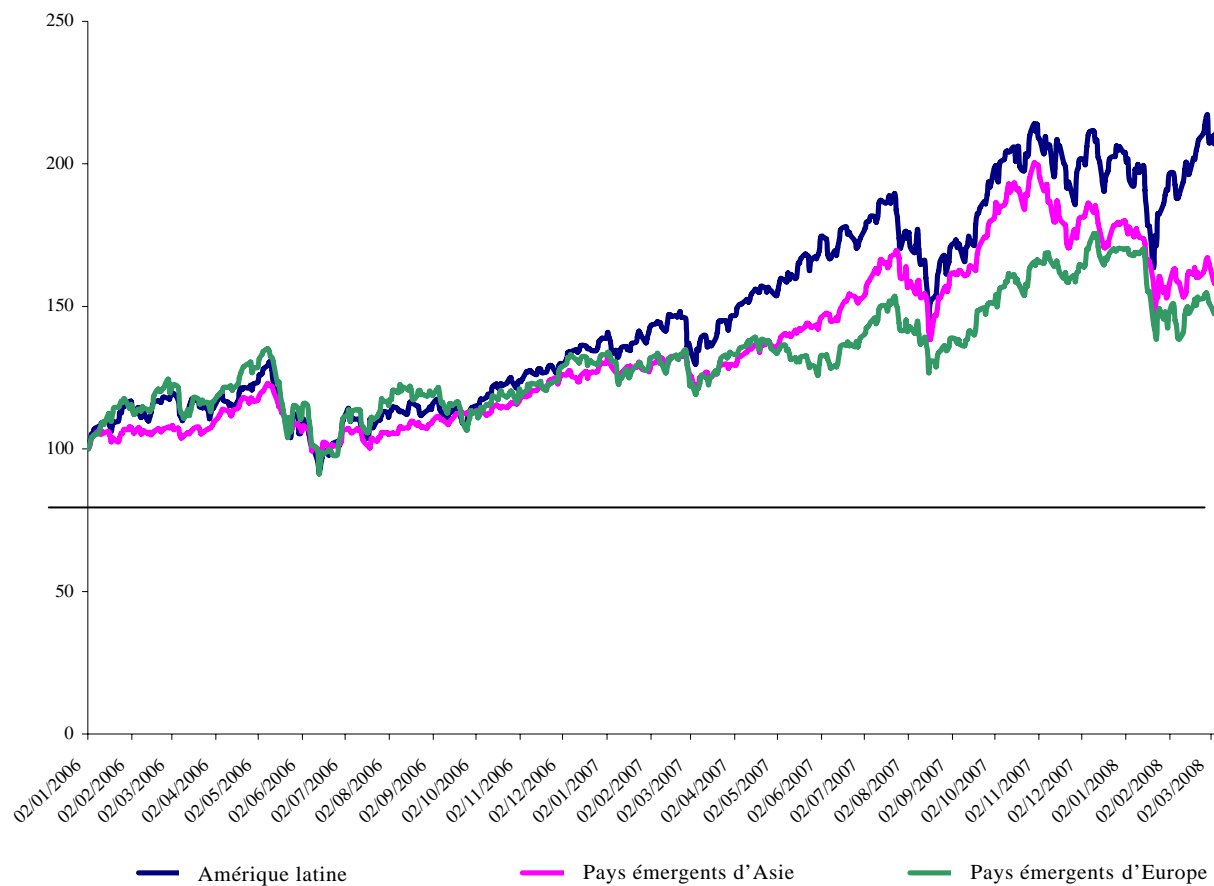
41. En 2007, les investisseurs étrangers ont recherché des possibilités d'investissement dans les pays de la région dont les marchés présentaient un potentiel de croissance remarquable, notamment ceux qui offraient des avantages particuliers en termes de taux d'intérêt et dont on escomptait une appréciation de la monnaie. Les apports de capitaux les plus importants résultaient des opérations à court terme (en particulier le « carry trade » au Brésil et en Colombie), qui sont mieux adaptées au climat d'instabilité tel que celui qui a caractérisé les marchés financiers en 2007. Le Brésil et la Colombie ont aussi enregistré la plus faible augmentation du risque-pays [tel qu'il est mesuré sur l'année par l'indice des obligations des marchés émergents (EMBI+)], même pendant les périodes d'aversion maximale au risque.

42. Une ventilation du compte financier entre les secteurs public et privé révèle quelques caractéristiques des opérations financières menées par d'autres pays. Premièrement, les apports financiers négatifs les plus importants tenaient à l'accumulation d'avoirs à l'étranger par le Chili et le Venezuela (République bolivarienne), impliquant non seulement le secteur public mais aussi des fonds de pension et des fonds communs de placement (Chili), des entreprises [Chili et Venezuela (République bolivarienne du)] et des particuliers (Chili). L'accumulation d'avoirs extérieurs par le secteur public a continué d'être dictée par des décisions de politiques budgétaire et monétaire et de politiques relatives aux taux de change. Deuxièmement, cette accumulation a été compensée au niveau régional par les

apports de capitaux d'investissement étrangers et des niveaux d'emprunt extérieur plus élevés, en particulier au Brésil et au Mexique. L'essentiel des apports de ressources financières dans le secteur public brésilien est constitué de titres du Trésor, dont la plupart sont négociés dans le pays. Au Mexique, les apports de ressources financières au secteur public proviennent pour l'essentiel de titres émis à l'étranger, principalement pour financer des initiatives au titre des projets d'investissement publics ayant une incidence différée sur le budget, et d'une augmentation des prêts étrangers. Dans la plupart des autres pays de la région, les apports de capitaux au secteur public proviennent d'emprunts accrus à l'étranger, notamment sous forme d'emprunts à court terme. Le dynamisme des apports de capitaux au secteur privé constitue la troisième caractéristique majeure. Selon les estimations, ce secteur aurait reçu un montant net de quelque 17 milliards de dollars dans l'ensemble de la région, chiffre supérieur à celui de l'année précédente. Ces investissements ont fortement poussé à la hausse les cours des actions, en particulier sur les marchés boursiers brésilien, chilien, colombien et péruvien. C'était l'un des facteurs à l'origine de l'explosion des indices boursiers des pays latino-américains, dont les gains ont dépassé largement ceux des actions des économies des pays émergents d'Asie et d'Europe, selon les indices MSCI de Morgan Stanley Capital International (voir fig. XIII). En 2007, contrairement à ce qui s'était produit en 2006, le solde final du compte financier de la région a été plutôt positif, l'accumulation des avoirs extérieurs par le secteur public ayant été compensée par des apports massifs de capitaux, au bénéfice aussi bien du secteur public que du secteur privé.

Figure XIII
Indice MSCI des marchés émergents, 2006-2007

(Séries journalières, valeur du point d'indice au 2 janvier 2006 = 100)



Source : CEPALC, d'après les chiffres de Bloomberg.

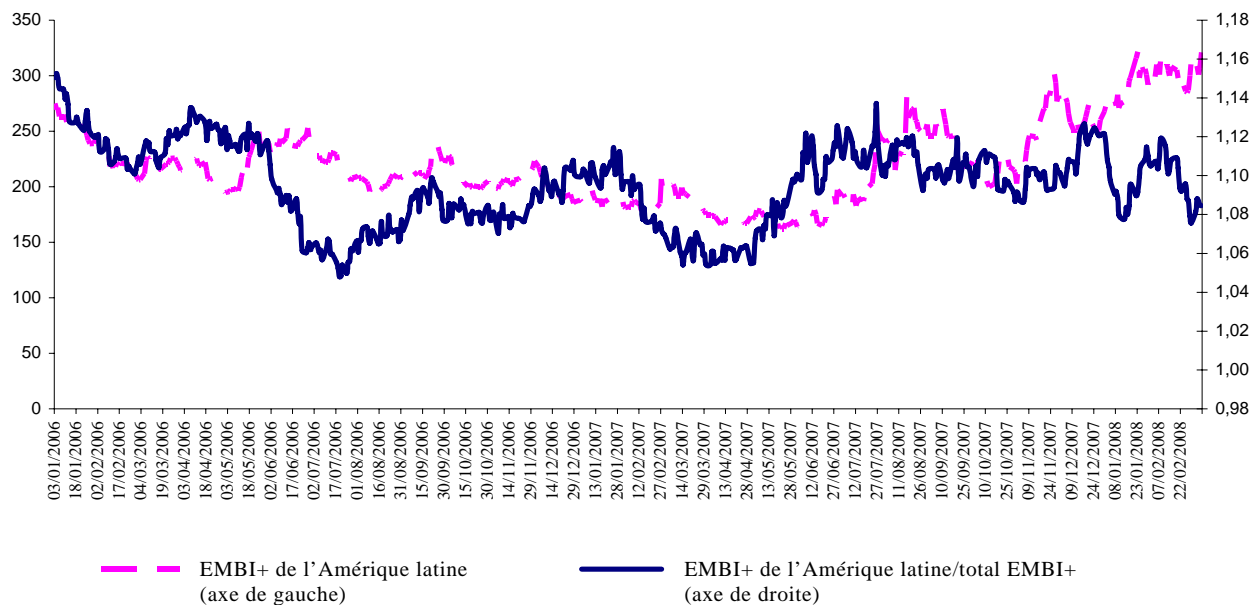
43. Au cours des deux premiers trimestres de 2007, les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont émis de nouvelles obligations à l'étranger pour un total de 33,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,8 % par rapport à la même période en 2006, bien que l'émission de nouvelles obligations ait été suspendue en août en raison des conditions défavorables qui prévalaient sur les marchés financiers. Une grande partie de l'augmentation des émissions à l'étranger était due aux émissions d'agents en Argentine, à la Jamaïque, au Pérou et au Venezuela (République bolivarienne). Les émissions souveraines ont continué de perdre du terrain par rapport à celles des autres secteurs, qui représentaient 75 % environ du total des obligations émises jusqu'au troisième trimestre. Cette prépondérance des émissions non souveraines traduit la croissance potentielle des entreprises et des banques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont à leur disposition des sources de financement toujours plus importantes et plus diverses.

44. La turbulence des marchés internationaux enregistrée en août et septembre 2007, dont les causes sous-jacentes ont déjà conduit à des périodes plus brèves d'instabilité en février et mai, a eu une incidence relativement limitée sur la région. Bien que le risque-pays (tel qu'il est mesuré par l'indice des obligations des marchés émergents (EMBI+ de J.P. Morgan) ait augmenté, passant d'environ 175 points de base en juin à un chiffre record de 281 points à la mi-août, ce qui a contribué à un ralentissement temporaire dans les émissions internationales, les positions financières des investisseurs étrangers dans la région n'ont pas subi de revers important ou durable. Il s'agissait là d'une caractéristique des marchés émergents en général.

Figure XIV

Indice des obligations des États d'Amérique latine et des marchés émergents (EMBI+), 2006 et 2007

(Séries journalières, en points de base)



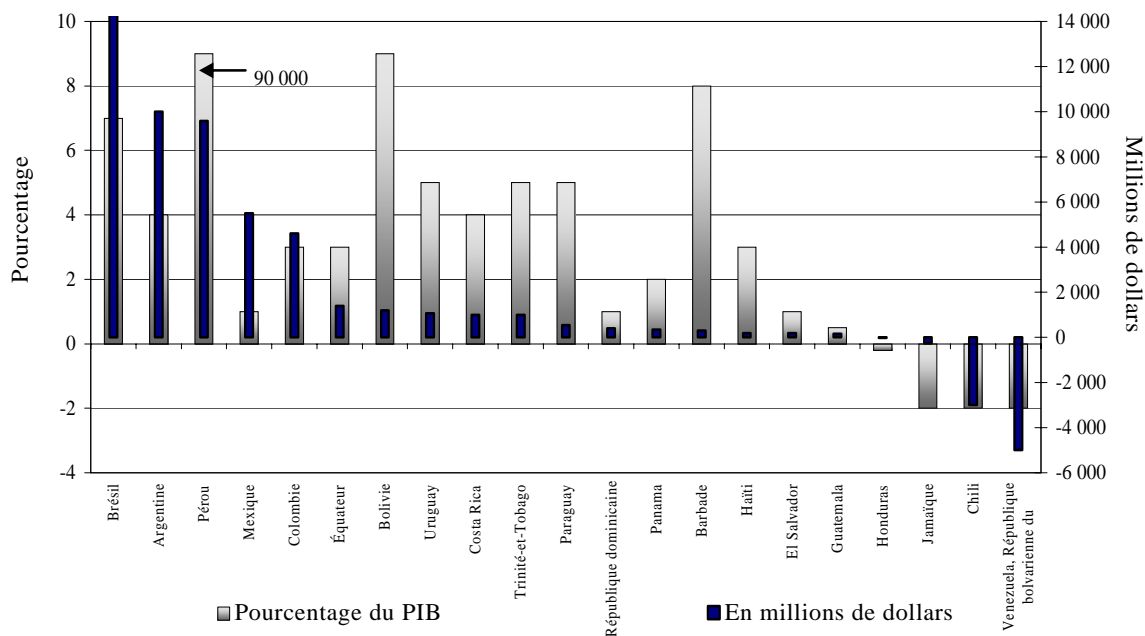
Source : CEPALC, d'après les chiffres de J. P. Morgan.

45. L'accroissement des engagements à l'étranger a poussé à la hausse la dette extérieure totale de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier sa composante à court terme. Le stock de la dette était de quelque 710 milliards de dollars en 2007, en hausse de 8,7 % par rapport au chiffre de fin 2006 quoique, selon les estimations, il ait baissé en pourcentage du PIB, passant de 22 % en 2006 à 20,8 % en 2007. L'augmentation du stock de la dette extérieure était liée à l'appréciation des monnaies des pays de la région et d'autres monnaies, en particulier l'euro, par rapport au dollar. Les emprunts étrangers avaient également tendance à augmenter dans plusieurs pays de la région. L'exception la plus frappante à cette tendance à la hausse était la réduction de l'encours de la dette extérieure des pays pauvres très endettés de la région (Bolivie, Guyana, Honduras et Nicaragua) du fait de la remise de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, en particulier par la Banque interaméricaine de développement.

46. Les opérations à l'étranger ont entraîné une augmentation considérable des réserves internationales de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2007 (voir fig. XV). Cette accumulation est intervenue dans un contexte d'appréciation monétaire et de multiplication des opérations de stérilisation monétaire dans la région. Les réserves internationales de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont élevées au total à 460 milliards de dollars à la fin de l'année, soit une hausse de 42 % par rapport à la fin de l'année précédente. La proportion élevée des avoirs en dollars dans le total des réserves internationales de la région crée un risque potentiel à un moment où la valeur de cette monnaie ne cesse de baisser par rapport à presque toutes les autres monnaies. Une forte dépréciation du dollar à court et à moyen terme risque de provoquer un effet de richesse négatif qui influera sur les soldes monétaires des banques centrales. Il s'agit là d'un sujet de préoccupation dans plusieurs parties du monde, en particulier les pays émergents, qui détiennent une large proportion des avoirs découlant du déséquilibre extérieur des États-Unis sous forme de réserves internationales.

Figure XV
**Amérique latine et Caraïbes : changement dans les réserves
internationales, 2007^a**

(En millions de dollars et en pourcentage du PIB)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels, et Fonds monétaire international.

^a Chiffres préliminaires.

V. Situation actuelle et perspectives pour 2008

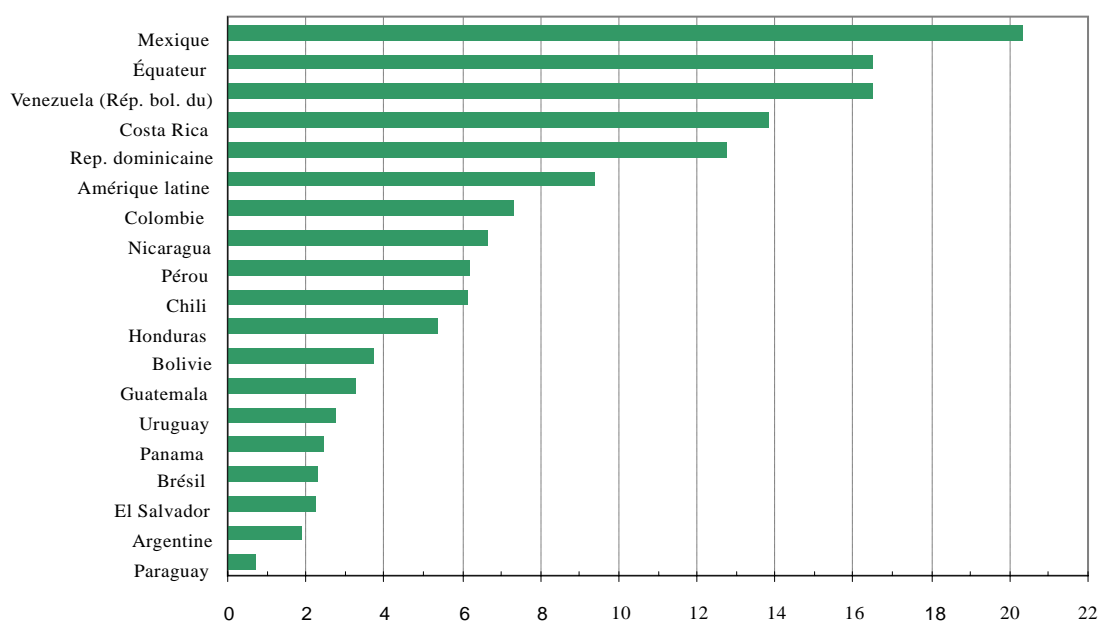
47. Malgré la turbulence des marchés financiers et l'évolution de l'économie des États-Unis, la stabilité relative des économies de la région porte à un optimisme prudent. La tendance à la croissance qui a commencé il y a cinq ans devrait se poursuivre en 2008, quoique à un rythme plus modéré qu'en 2007. L'activité économique de la région affichera un taux de croissance de 4,7 % environ, soit un taux de plus de 3 % du produit par habitant pour la quatrième année consécutive. La demande intérieure devrait rester forte dans l'ensemble de la région en 2008, soutenue par une croissance des investissements (dont les niveaux actuels, malgré les augmentations de ces dernières années, ne sont toujours pas suffisamment élevés pour soutenir un taux de croissance d'environ 5 % à 6 %). La consommation privée, stimulée par la réduction du taux de chômage et la croissance de l'emploi du secteur structuré, soutiendra également la demande intérieure. L'amélioration des indicateurs du marché de l'emploi et une diminution de la pauvreté, conjuguées avec un début de réduction de l'inégalité (comme en témoignent des coefficients de Gini plus faibles dans certains pays), pourraient stimuler la consommation et ainsi appuyer la demande intérieure dans les pays de la région.

48. La réalisation de ces prévisions dépend dans une certaine mesure de la façon dont les stratégies mises en œuvre pour contrôler la situation sur les marchés financiers internationaux réussiront à empêcher des restrictions plus drastiques qui

risqueraient de compromettre la viabilité de la croissance mondiale et, dans un contexte d'instabilité des marchés financiers, d'entraîner une augmentation des primes de risque et une plus grande détérioration de la situation financière dans les pays émergents. On peut s'attendre à ce que le Mexique et l'Amérique centrale soient les plus touchés par le ralentissement de la croissance de l'économie américaine, leurs exportations étant plus orientées vers les marchés des États-Unis et consistant principalement en produits manufacturés dont un grand nombre sont soumis à des règles d'origine très strictes et sont donc plus difficiles à repositionner à court terme (voir fig. XVI).

Figure XVI
Amérique latine (18 pays) : exportations de marchandises vers les États-Unis en 2006

(En pourcentage du produit intérieur brut)



Source : CEPALC, d'après les chiffres officiels.

49. D'autres signes avant-coureurs sont venus de la région elle-même et se rapportent aux politiques macroéconomiques appliquées dans les pays, dont le renforcement continu des taux de change réels dans certains pays d'Amérique du Sud, malgré les mesures prises par les autorités monétaires. Parallèlement, l'inflation s'accélère dans plusieurs de ces pays, traduisant l'émergence de pressions tant du côté de l'offre (hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie) que du côté de la demande. En outre, les dépenses publiques sont partout à la hausse, tendance qui se manifeste par des chiffres supérieurs non seulement au produit nominal mais aussi aux recettes. Ce comportement procyclique des dépenses publiques ne pose pas de problème budgétaire à court terme parce que les ressources augmentent mais il n'en suscite pas moins quelques préoccupations en raison de la possibilité qu'il pourrait être le signal d'un changement d'orientation en matière de politique économique. Parallèlement, les crédits à la consommation augmentent

dans plusieurs pays de la région, ce qui pourrait accentuer la pression à la hausse sur les prix à un moment où la demande ne cesse de croître.

50. La hausse de l'inflation peut forcer les banques centrales à relever les taux d'intérêt alors que les taux d'intérêt internationaux ne vont probablement pas augmenter. À cet égard, une politique budgétaire plus rigoureuse semble être la meilleure stratégie dans la mesure où elle réduirait les pressions inflationnistes ainsi que les contraintes sur le marché du crédit et permettrait ainsi d'abaisser les taux d'intérêt.

51. Malgré la bonne performance des économies de la région au cours de ces dernières années et les perspectives de croissance pour 2008, on peut aussi se demander, en se plaçant dans une perspective plus à long terme, si les pays de la région tirent profit de cette situation extérieure favorable pour affecter une partie des ressources extraordinaires dont ils disposent à des activités qui pourraient contribuer à une croissance soutenue.

52. Il est très probable que les changements structurels dans la demande mondiale découlant de l'industrialisation de la Chine et de l'Inde, qui privilégient les produits de base latino-américains, continueront de profiter à la région pendant un certain nombre d'années encore. Pour tirer parti des possibilités qu'offre cette situation, la région doit opter pour une stimulation stratégique des activités de production concernant les produits de base. Toutefois, il faudrait également stimuler le développement d'autres activités dont plusieurs se rapportent à ces produits de base. Premièrement, les pays de la région devraient se préparer pour le jour, qui ne manquera pas d'arriver, où la valeur relative des produits en question baissera. Deuxièmement, il est possible que le développement fondé exclusivement sur les ressources naturelles sans autre valeur ajoutée et sans intégration d'un savoir-faire additionnel ne contribue pas à une meilleure répartition du revenu. Un tel développement pourrait aussi ne pas suffire pour créer les conditions extérieures nécessaires pour stimuler le développement.

53. En conséquence, les pays de la région devraient formuler des stratégies pour intégrer un savoir-faire dans les activités fondées sur l'exploitation des produits de base et pour développer de nouveaux secteurs. À cet égard, trois mesures s'imposent, à savoir : a) le renforcement des infrastructures; b) la création d'un réseau de l'innovation; et c) l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il faudrait allouer les ressources et les capacités nécessaires à ces activités, une fois qu'aura été prise la décision stratégique de tirer parti des recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles. Si certains pays ont accompli des progrès dans ce domaine, ceux-ci ne sont, de toute évidence, pas suffisants et portent à s'interroger sur la capacité de la région de jeter les bases d'une croissance durable.